



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM2020-25 - Séance du 10/07/2020**

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	29	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 10 juillet à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 3 juillet 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 03 juillet 2020.

**Présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, PAHLAWAN Carole, DUCAMP Ludovic, LUDGER Julie, CARBONELL David, GAUBERT Christiane, TEXIER Marie-France, AMALVY Marie-Thérèse, DEVESA Josiane, BAUDOUR Michel, VIDAL Bernard, DURA Virginie, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, CORDEAU Damien, VITOU Claire, CHAZOTTES François-Xavier, DALMAS Valérie, MONIN Séverine, DOLL Christophe, DURIX Olivier, TAPIE Olivier, POTAVIN Xavier, CHENOT Emilie, FAURE Martin.

**Secrétaire de séance :** François-Xavier CHAZOTTES

## **N° DLM2020-25 - AVANTAGES EN NATURE**

Sur le rapport de Madame Patricia VANGREVELYNGHE, conseillère municipale

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Sécurité Sociale et notamment son article L.242-1,

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**Vu** le décret n°91-573 du 19 juin 1991 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**Vu** l'arrêté NOR/SANS0224281A du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale,

**Vu** la circulaire n°200509433 du 1<sup>er</sup> juin 2007 relative aux avantages en nature et au régime social et fiscal applicable,

**Vu** la note de l'URSSAF du 31 décembre 2013,

**Vu** l'avis du Comité Technique du 03/06/2020,

**Considérant** qu'aux termes de l'article L.242-1 du code de la sécurité sociale, les avantages en nature sont des éléments de rémunération qui, à ce titre, sont inclus dans l'assiette des cotisations à la charge des employeurs et des salariés ; qu'à ce titre, ils sont intégrés dans le revenu imposable et que leur valeur doit être réintroduite sur le bulletin de salaire,

**Considérant** les récents recrutements, le responsable de la régie des services techniques et le directeur de la prévention et de la lutte contre les incivilités nécessitent, pour les besoins de leurs fonctions, l'attribution d'un véhicule de service avec remisage à domicile, compte tenu des leurs nombreux déplacements et la disponibilité qui leur est demandée,

Il est proposé au conseil municipal d'attribuer un véhicule de service avec remisage à domicile :

- Au responsable de la régie des services techniques,
- Au directeur de la prévention et de la sécurité

Le conseil municipal oui l'exposé de Madame Patricia VANGREVELYNGHE et après en avoir délibéré à l'unanimité, **APPROUVE** les mesures précitées et **AUTORISE** Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pour extrait conforme,  
Le 16/07/2020,  
Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Envoyé en préfecture le 20/07/2020

Reçu en préfecture le 20/07/2020

Affiché le



ID : 034-213400229-20200716-DLM2020\_25-DE